

**Agence de la Transition écologique (ADEME)  
20 Avenue du Grésillé  
BP 90406  
49 004 ANGERS Cedex 01**

Représentée par sa  
Direction Ville et Territoire Durable  
Service SITESOL : sécurisation et reconversion des friches polluées

## **MARCHE DE TRAVAUX**

**LANTON - 33  
TRAVAUX DE CONFINEMENT DE DIB**

**N° DU MARCHE : *(à préciser au moment de l'engagement)***

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Février 2025**

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
1.1. OBJET DU MARCHÉ – EMBLEMENTS .....	4
1.2. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS.....	4
1.3. CONTROLE TECHNIQUE / CONTROLES EXTERIEURS .....	5
1.4. COORDINATION SPS.....	5
1.5. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	6
1.6. RESPECT DES REGLEMENTATIONS EN VIGUEUR.....	6
1.7. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....	6
1.8. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE.....	7
<b>ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>9</b>
2.1. PIECES PARTICULIERES : .....	9
2.2. PIECES GENERALES .....	9
<b>ARTICLE 3. T.V.A. ET RETENUE DE GARANTIE.....</b>	<b>10</b>
3.1. T.V.A.....	10
3.2. RETENUES DE GARANTIE.....	10
<b>ARTICLE 4. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES TRAVAUX – VARIATION DANS LES PRIX REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>11</b>
4.1. REPARTITION DES PAIEMENTS .....	11
4.2. TRANCHES OPTIONNELLES.....	11
4.3. REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES.....	11
4.4. CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES .....	11
4.5. VARIATION DANS LES PRIX .....	13
4.6. PAIEMENT DES COTRITAIENTS ET DES SOUS-TRITAIENTS .....	14
<b>ARTICLE 5. DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES.....</b>	<b>15</b>
5.1. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX .....	15
5.2. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION.....	15
5.3. PENALITES .....	15
5.4. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX .....	16
5.5. DELAI ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION .....	16
<b>ARTICLE 6. AVANCES .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 7. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....</b>	<b>18</b>
7.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	18
7.2. MISE A DISPOSITION DE CARRIERE OU LIEU D'EMPRUNT .....	18
7.3. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS 18	
7.4. PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE .....	18
7.5. TRAÇABILITE DES DECHETS .....	18
<b>ARTICLE 8. IMPLANTATION DES OUVRAGES.....</b>	<b>19</b>
8.1. PIQUETAGE GENERAL.....	19
8.2. PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES.....	19
8.3. DECOUVERTES FORTUITES D'OUVRAGES SOUTERRAINS, ENTERRES OU SUBAQUATIQUES : CLAUSE DE REEXAMEN.....	19
<b>ARTICLE 9. PREPARATION, COORDINATION ET EXUCATION DES TRAVAUX .....</b>	<b>20</b>
9.1. PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX .....	20
9.2. PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCUL - ETUDES DE DETAIL .....	20
9.3. MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	21

9.4.	ORGANISATION, SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES CHANTIERS .....	21
<b>ARTICLE 10.</b>	<b>CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>23</b>
10.1.	ESSAIS ET CONTROLES DES TRAVAUX EN COURS DE TRAVAUX.....	23
10.2.	RECEPTION .....	23
10.3.	MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES.....	23
10.4.	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION .....	23
10.5.	DELAIS DE GARANTIE .....	24
10.6.	ASSURANCES .....	24
10.7.	RESILIATION DU MARCHE .....	25
<b>ARTICLE 11.</b>	<b>CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>26</b>
11.1.	DEFINITIONS .....	26
11.2.	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE .....	26
11.3.	EXCEPTION A L'OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE .....	27
<b>ARTICLE 12.</b>	<b>MODIFICATIONS DU MARCHE.....</b>	<b>28</b>
12.1.	L'AUGMENTATION DES QUANTITES INITIALEMENT CONVENUES DE PRESTATIONS DEJA PREVUES PAR LE MARCHE .....	28
12.2.	L'INTEGRATION AU MARCHE DE NOUVELLES PRESTATIONS .....	30
<b>ARTICLE 13.</b>	<b>DIFFERENDS ET LITIGES / LEGISLATION APPLICABLE/RGPD/PUBLICATION DES DONNEES ESSENTIELLES.....</b>	<b>32</b>
<b>ARTICLE 14.</b>	<b>CESSION DES DROITS DE PROPRIETE INTELECTUELLE .....</b>	<b>33</b>
14.1.	PERIMETRE DE LA CESSION .....	33
14.2.	GARANTIE DE JOUISSANCE PAISIBLE .....	34
14.3.	REMUNERATION DE LA CESSION .....	35
14.4.	PROTECTION DES RESULTATS.....	35
14.5.	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	35
<b>ARTICLE 15.</b>	<b>DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>35</b>
<b>ARTICLE 16.</b>	<b>PUBLICATIONS DES DONNEES ESSENTIELLES .....</b>	<b>35</b>

## **ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1. Objet du marché – Emplacements**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent : le confinement d'un dépôt de DIB sur l'ancien site Challenger.

**Lieux d'exécution** : Lieu-dit Bois de l'Eglise à Lanton - 33 138 ; parcelles cadastrées n°278, 283, 284, 286, 288, 319, 320, 322 à 327, section C.

**Le marché a pour objet** l'ensemble des prestations décrites dans le C.C.T.P, y compris l'exécution des prestations nécessaires à leur exécution dans le respect des règles de l'art en vigueur.

#### **Dispositions générales :**

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le C.C.T.P. et ses annexes éventuelles.

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites au Service Sitésol de l'ADEME jusqu'à ce que celui-ci ait fait connaître au maître de l'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

Le Maître d'Ouvrage est représenté par :

ADEME, Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie  
20, Avenue du Grésillé  
BP 90406

49004 ANGERS Cedex 01

Tél : 02 41 20 41 20

Coordonnées du service : Service Sécurisation et reconversion des friches polluées

Chef de projet : Alexis LUNEL – 05 56 33 80 27 – alexis.lunel@ademe.fr

### **1.2. Décomposition en tranches et lots**

Le marché n'est pas alloti.

Le marché fait l'objet d'une tranche ferme et de deux tranches optionnelles :

<b>Tranches</b>	<b>Objet</b>
Tranche ferme (TF)	Travaux en condition SS4 et en autonomie de matériaux
Tranche optionnelle n°1 (TO1)	Fourniture de matériaux inertes
Tranche optionnelle n°2 (TO2)	Fourniture de matériaux végétalisables

Maître d'œuvre :

**EODD ingénieurs conseils**

Parc Eunice Newton  
213 Cours Victor Hugo  
33130 BÈGLES

Contact : Guillaume LACOUR

Mail : [g.lacour@eodd.fr](mailto:g.lacour@eodd.fr)

### 1.3. Contrôle technique / contrôles extérieurs

Des contrôles prévus pour la bonne réalisation de la mission, devront être réalisés par et aux frais de l'Entreprise ; on se reportera au CCTP pour disposer de la liste exhaustive des contrôles attendus.

### 1.4. Coordination SPS

La coordination SPS pour une opération de catégorie 2 est assurée par :

**BUREAU ALPES CONTROLES**  
Bordeaux

Contact : François DEMILLY  
Mél : [fdemilly@alpes-controles.fr](mailto:fdemilly@alpes-controles.fr)

Les travaux devront être conduits selon les règles de l'art :

- en assurant la sécurité du chantier et des personnels dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur,
- en assurant la protection de l'environnement et la sécurité des personnes et des biens situés dans le voisinage.

Préalablement au démarrage des travaux :

- a) le titulaire et ses sous-traitants remettront chacun au Coordonnateur SPS et à l'ADEME leurs « Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé » (PPSPS) rédigés conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 (pris en application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993) Plan Générale de Coordination de la Sécurité et de Protection de la Santé (PGC SPS).
- b) le(s) PPSPS devront avoir reçu l'avis favorable du coordonnateur SPS avant leur remise aux organismes de prévention (Inspection du Travail, CRAM et OPPBTP).

L'ADEME ou ses représentants, ainsi que le maître d'œuvre, se réservent le droit de faire procéder à l'arrêt immédiat du chantier aux frais du titulaire en cas de constat de non-respect des conditions mentionnées ci-dessus.

**En cas de danger grave et imminent constaté sur le chantier, en cours de réalisation, le Coordonnateur SPS est en droit d'intervenir directement auprès du titulaire pour faire cesser immédiatement ce danger.**

Le titulaire assurera dans ce cas les conséquences financières éventuelles de cet arrêt de chantier étant entendu que les pénalités de retard seraient systématiquement appliquées dès lors que l'arrêt de chantier conduirait au dépassement du délai d'exécution prévu à l'article 5 de l'acte d'engagement.

Le titulaire prévoit toutes les dépenses relatives aux dispositions à prendre au regard de cette mission.

### **1.5. Redressement ou liquidation judiciaire**

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

### **1.6. Respect des réglementations en vigueur**

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des textes réglementaires en vigueur.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, seuls les représentants du titulaire et de ses sous-traitants sont autorisés à entrer sur le chantier.

Par ailleurs, le chantier devra être en permanence ouvert aux représentants de l'ADEME ou à toute autre personne accréditée par l'ADEME.

### **1.7. Protection de l'environnement**

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande.

A cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

## **1.8. Protection de la main d'œuvre**

Le Titulaire se conforme aux lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande de l'ADEME. Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations du présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

**1.8.1** Si le Titulaire a recours à des travailleurs étrangers détachés sur le territoire français pour l'exécution du présent marché, il doit en avertir immédiatement l'ADEME et se conformer à l'intégralité de ses obligations déclaratives énoncées par l'article L.1262-4-1 du code du travail.

Au plus tard 24 heures avant leur date d'arrivée, il fournira à l'ADEME copie des déclarations de détachement et de désignation d'un représentant en France effectuées auprès de l'inspection du travail.

- A défaut d'avoir informé l'ADEME de l'organisation d'un tel détachement, le Titulaire garantit l'ADEME de toutes les condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre en conséquence de ce détachement, notamment s'il intervient dans des conditions irrégulières.

- Le Titulaire est également tenu de veiller au respect des conditions d'hébergement et de travail des travailleurs détachés notamment : sécurité, salaire, temps de repos, suivi médical...

**1.8.2** Conformément aux dispositions de l'article L. 8254-1 du code du travail, si le Titulaire emploie des travailleurs étrangers, le Titulaire est tenu d'adresser spontanément à l'ADEME, au moment de la notification du marché puis tous les 6 mois jusqu'à son terme, la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail (la liste doit préciser la date d'embauche, la nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail).

- A défaut de transmission de ces éléments, le Titulaire garantit l'ADEME de toutes les condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre en conséquence de l'emploi illégal ou irrégulier de travailleurs étrangers.

**1.8.3** Enfin, conformément aux dispositions des articles L. 8222-1 à L. 8222-7 du code du travail, le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ADEME, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'ADEME pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

A ce titre, le titulaire garantit l'ADEME de toutes les condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre en conséquence de l'irrégularité de la situation du titulaire au regard de ses obligations sociales.



## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité, en dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux :

### **2.1. Pièces particulières :**

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes.
- Les arrêtés préfectoraux, celui en date du 11 mars 2022 et complété par celui en date du 09 septembre 2024, s'imposant à l'ADEME.
- Le Bordereau des prix unitaires et forfaitaires (B.P.U.F).
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S).
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).
- Les plans.
- Le Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E).
- Le mémoire technique du titulaire.
- Les données fournies dans la dataroom.

### **2.2. Pièces générales**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés de travaux de l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés de travaux incluant les fascicules du CCTG,
- Le cahier des charges des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.),
- Les recommandations de la CARSAT et de l'ARS,
- Les normes françaises ou européennes,
- Règlementation concernant l'hygiène et la sécurité des chantiers, de la protection de l'environnement.

## **ARTICLE 3. T.V.A. ET RETENUE DE GARANTIE**

### **3.1. T.V.A.**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors T.V.A. Le taux de T.V.A. sera celui applicable conformément aux textes en vigueur (20 %).

### **3.2. Retenues de garantie**

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

<b>ARTICLE 4. PRIX ET MODE D’EVALUATION DES TRAVAUX – VARIATION DANS LES PRIX REGLEMENT DES COMPTES</b>
---

#### **4.1. Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

#### **4.2. Tranches optionnelles**

Le marché prévoit les tranches optionnelles suivantes :

- Tranche optionnelle n°1 (TO1) : Fourniture de matériaux inertes
- Tranche optionnelle n°2 (TO2) : Fourniture de matériaux végétalisables

#### **4.3. Répartition des dépenses communes**

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

#### **4.4. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

##### **4.4.1 Modalités d'établissement des prix**

Les prix du marché sont établis hors T.V.A. :

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries (intensité de pluie, vitesse des vents) et autres phénomènes survenus au moins 2 fois sur le site dans les 10 dernières années.

##### **4.4.2 Prestations fournies gratuitement à l'entreprise**

Sans objet

##### **4.4.3 Installations de chantier – Dépenses à la charge du titulaire**

Le titulaire devra assurer l'amenée, l'installation et l'entretien du matériel de chantier conformément aux dispositions du C.C.T.P. attaché au marché, jusqu'à la réception définitive des travaux.

##### **4.4.4 Caractéristiques des prix pratiqués**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application

- de prix forfaitaires
  - de prix unitaires
  - de prix mixtes
- selon les stipulations de l'acte d'engagement.

##### **4.4.5 Modalités de règlement des comptes**

• **Les projets de décomptes** seront présentés conformément à l'article 12.2 du C.C.A.G.-Travaux.

Les comptes seront réglés mensuellement si le titulaire relève de la catégorie « Petite et Moyenne Entreprise » et, en dérogation aux C.C.A.G.-Travaux, les comptes seront réglés au maximum trimestriellement, si le titulaire relève de la catégorie « Grande Entreprise ».

Le titulaire devra strictement se conformer au formalisme de transfert d'informations et décomptes provisoires du Maître d'œuvre (fichiers de type tableur récapitulant les quantités du mois, éditions de gestion spécifiques du Maître d'Œuvre).

Le titulaire du marché ainsi que son ou ses sous-traitants admis au paiement direct ont l'obligation de transmettre à l'ADEME leurs factures sous forme dématérialisée au travers d'une solution informatique pour la gestion budgétaire, financière et comptable de l'Etat dénommée « Chorus Pro », mutualisée et gratuite. **Ces factures devront avoir fait préalablement l'objet de la validation des états navette par le Maître d'œuvre.**

Chaque facture devra faire apparaître distinctement, les mentions légales<sup>1</sup> et plus particulièrement :

- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro et l'objet du marché,
- la date d'émission de la facture,
- l'indication en clair des prestations effectuées avec le détail, le cas échéant des quantités et des prix unitaires facturés,
- la période de réalisation des prestations,
- le montant hors TVA des prestations dues,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC à régler par l'ADEME

Pour le dépôt des factures électroniques sur le portail « Chorus Pro » les mentions à saisir sont les suivantes :

- |  |
|--|
| ➤ le numéro de Siret 385 290 309 00454, qui identifiera l'ADEME en tant que destinataire de la facture |
| ➤ le code service : 72   |
| ➤ et le numéro d'engagement : à préciser   |

Si les coordonnées bancaires (BIC-IBAN) ne sont pas mentionnées sur la facture, elles devront être fournies avec la première facture, ou avec une autre facture en cas de changement de coordonnées bancaires.

La dépense afférente sera mandatée et liquidée par le Président de l'ADEME. Le mandatement et le paiement des versements tels que prévus ci-dessus, devront intervenir dans un délai de soixante jours, comptés à partir de la date de réception par l'ADEME de la facture du titulaire<sup>2</sup>, sous réserve de la constatation de la conformité des prestations facturées.

Toutefois, si l'ADEME est empêchée, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérification ou à toute autre opération nécessaire au mandatement et au paiement, les délais seront suspendus pour une période égale au retard qui en est résulté.

Le comptable assignataire de la dépense sera l'Agent Comptable de l'ADEME.

Le mode de règlement adopté est le virement bancaire.

<sup>1</sup> A noter que les factures électroniques devront comporter l'ensemble des mentions énumérées à l'article D.2192-2 du Code de la Commande Publique, sous peine de ne pas être acceptées par l'ADEME.

<sup>2</sup> La date de réception d'une facture électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'ADEME de la mise à disposition de la facture sur le portail « Chorus Pro ».

Si, du fait de l'ADEME, le paiement se trouvait différé de plus de soixante jours à compter de la date de réception de la facture, l'ADEME s'obligera au paiement des intérêts moratoires au taux légal en vigueur.

#### **4.4.6 NANTISSEMENT**

Le titulaire pourra donner le présent marché en nantissement ou céder les créances qu'il détient en application du présent contrat sous réserve de respecter les procédures y afférentes, étant précisé que la signification du nantissement ou de la cession de créances pour être valable, devra être notifiée exclusivement au nom de l'agent comptable et à son adresse au siège social de l'ADEME (Angers) :

ADEME - AGENT COMPTABLE  
20 avenue du Grésillé- BP 90406 – 49004 Angers Cedex 01

Toute signification d'un nantissement ou d'une cession de créances qui ne serait pas effectuée à cette adresse sera inopposable à l'ADEME. Le titulaire est tenu d'avertir les personnes auprès desquelles il organise un nantissement ou une cession de créance de cette exigence et garantit tout défaut d'information sur l'adresse de signification d'un nantissement ou d'une cession de créances. L'ADEME ne pourra en aucun cas être tenue responsable en cas de notification d'un nantissement ou d'une cession de créances adressée à une mauvaise adresse.

#### **4.4.7 Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Les montants des sommes versées aux titulaires sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

#### **4.4.8 Application de la taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP)**

La TGAP est incluse dans les prix d'élimination des déchets proposés par l'entrepreneur. En l'absence de présentation des bordereaux de Suivi de Déchets dûment signés par les éliminateurs ou revalorisateurs, le montant de TGAP pourra être retenu des paiements jusqu'à réception des certificats d'élimination dûment complétés (Bordereaux de suivi de déchets).

### **4.5. Variation dans les prix**

Compte tenu de la durée prévisionnelle du marché :

- Les prix sont révisables

#### **4.5.1 – Mois d'établissement des prix du marché**

Conformément à l'article 9.4.4 du CCAG Travaux, le mois M0 est le mois correspondant à la date de remise de l'offre finale (après négociation le cas échéant) : Mois de mars 2025.

Ce mois est appelé "mois zéro".

#### **4.5.2 - Index et Indices de référence**

Les indices / index suivants sont utilisés pour calculer les variations de prix :

- Index TP03 (Travaux publics) – Grands terrassements – Base 2010 (Identifiant 001710988) publiés par l'INSEE.

#### **4.5.3 - Modalités d'actualisation ou de révision des primes, pénalités et indemnités**

Sans objet.

#### 4.5.4 - Actualisation ou révision provisoire

Sans objet

#### 4.5.5 – Modalités de révision des prix

A l'appui des révisions de prix, le titulaire devra transmettre les calculs détaillés nécessaires à une vérification aisée avec références explicites aux index et indices correspondants.

Le titulaire procédera à la révision mensuelle des prix pour le calcul de l'acompte du mois n applicable aux prestations menées. Cette révision s'applique à tous les prix du marché.

La formule de révision est la suivante :

$$Pr = P0 \times [0.2 + 0.80 \times I1/I0], \text{ où :}$$

- Pr est le prix révisé mensuellement,
- P0 est le prix initial du marché,
- I0 est le dernier indice TP03 publié à la date de signature du marché,
- I1 est le dernier indice TP03 publié à la date de révision mensuelle

Le coefficient de révision sera arrondi au millième supérieur.

### 4.6. Paiement des cotraitants et des sous-traitants

#### 4.6.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acte spécial annexé au marché, précise tous les éléments pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.
- 

#### 4.6.2 Modalités de paiement direct

- En cas de cotraitance : La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

## **ARTICLE 5. DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES**

### **5.1. Délai d'exécution des travaux**

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'acte d'engagement.

Le début de la période de préparation fait l'objet d'un OS spécifique.

### **5.2. Prolongation du délai d'exécution**

Le titulaire doit intégrer dans son marché une quantité d'intempéries réputées prévisibles déjà fixée de 5 jours ouvrés. Ces 5 jours n'ouvrent donc pas droit à prolongation de délais.

Au-delà de ces 5 jours, chaque demi-journée d'intempérie ou journée d'intempérie ouvre droit à une prolongation de délais équivalents à la durée de l'arrêt.

Ainsi, en vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée :

- Travaux généraux :
  - o Vent : 70 km/h ;
  - o Pluies et orages (précipitations) : 20 mm par jour ;
  - o Température diurne : -5°C à 8h00 ou +35°C ;
  - o Neige : 5 cm d'épaisseur pendant au moins 24 h ;

Au regard de la période de travaux, l'aléa canicule n'est pas attendu.

Par ailleurs, des prolongations de délais pourront être accordées, à la suite de discussions avec l'ADEME et la maîtrise d'œuvre, dans les cas où :

- Plusieurs phénomènes météorologiques successifs sur une même semaine, bien que chacun ne dépassant pas les limites ci-avant définies, conduisent à une accumulation d'intempéries rendant impossible l'exécution du chantier ;
- Et/ou les terrains demeurent impraticables après intempéries, rendant impossible l'exécution du chantier.

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique la plus proche du site. Le titulaire est néanmoins chargé de mettre en place sur le site un pluviomètre pour toute la durée du chantier.

### **5.3. Pénalités**

**Les pénalités de retard seront appliquées conformément à l'article 19 du CCAG Travaux.**

Des pénalités complémentaires ou supplémentaires telles que définies ci-dessous pourront être appliquées :

Pour chacun des cas visés ci-après, le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage ou le Coordonnateur sécurité santé pourront demander à la personne responsable du marché l'application de pénalités égales à 300 (trois cents) euros HT pour chaque constat ou par jour calendaire de retard ou de survenance :

- ♦ toutes instructions données par le Maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, ou le coordonnateur sécurité santé, non suivies d'effet ;
- ♦ non remise de documents demandés par le maître d'œuvre, ou le Coordonnateur sécurité santé pour un rendez-vous de chantier ou de coordination.

Pour chacun des cas visés ci-après, le Maître d'œuvre ou le représentant du Maître d'ouvrage ou le Coordonnateur sécurité santé pourront demander à la personne responsable du marché l'application de pénalités égales à 500 (cinq cents) euros HT par jour calendaire de retard ou de survenance :

- ♦ non prise en compte des directives de Maître d'œuvre, du Maître d'ouvrage ou du Coordonnateur sécurité santé, relatives au nettoyage du chantier et des voiries,
- ♦ non évacuation des déblais excédentaires situés en dehors des zones prescrites à cet effet,
- ♦ non prise en compte des directives de Maître d'œuvre, du Maître d'ouvrage ou du Coordonnateur sécurité santé, relatives à l'Hygiène et à la sécurité.

Pour les cas visés ci-après, le Maître d'œuvre ou le représentant du Maître d'ouvrage pourra demander à la personne responsable du marché l'application de pénalités égales à 600 (six cents) euros HT par jour calendaire ou de survenance ou pour chaque constat :

- ♦ non prise en compte des directives de Maître d'œuvre, du Maître d'ouvrage ou du Coordonnateur sécurité santé, relatives à l'environnement ou pouvant entraîner une atteinte à l'environnement ou aux personnes, pour lesquels une attention particulière a été demandée,
- ♦ non prise en compte des contrôles extérieurs à réaliser (environnemental et structurel).

Cette situation peut être le fruit de travaux réalisés par l'entreprise empêchant la réalisation de contrôle ou de la non prise en compte des résultats dudit contrôle lorsque celui-ci met en évidence une non-conformité, que cette dernière nécessite ou non une action corrective et/ ou préventive de la part de l'entreprise.

Pour les cas visés ci-après, le maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage ou le Coordonnateur sécurité santé pourront demander à la personne responsable du marché l'application de pénalités égales à 1 000 (mille) euros HT pour chaque constat, jour calendaire de retard ou délais compris entre constat des carences ou manquements de l'entreprise dans le respect des procédures et/ou approvisionnement des moyens prévus initialement :

- ♦ non prise en compte des directives **réitérées** du Maître d'ouvrage, relatives à l'environnement ayant entraîné à au moins deux reprises une atteinte sérieuse à l'environnement. Cette disposition ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire ;
- ♦ Non-respect des procédures de travaux par modification unilatérale par l'entreprise des moyens validés ;
- ♦ Non-respect d'un Ordre de Service.

Pénalités pour retard dans le cadre de la levée des réserves :

En cas de retard par rapport au programme de levée des réserves, défini par le maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage, il sera appliqué à l'entreprise une pénalité HT de 1/3000ème (trois millième) du montant global HT du marché par jour calendaire de retard.

Les pénalités peuvent être cumulées.

#### **5.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

#### **5.5. Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution**

En cas de retard dans la remise des documents conformes à l'exécution, une retenue égale à 500 (cinq cents) euros HT sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G.-Travaux, sur les sommes dues au(x) titulaire(s).



## **ARTICLE 6. AVANCES**

Il est fait application de l'article B.10.1 du CCAG Travaux (option B) ; une avance sera versée au titulaire sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement. Son montant est égal à 5 % du montant initial TTC des prestations du marché ou de la tranche (en prix de base) à exécuter, (sous réserve que ce montant initial soit supérieur à 50 000 Euros H.T. et que la durée du marché excède deux mois).

Lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 10%.

Le paiement de cette avance interviendra dans le délai d'un mois à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées, par le titulaire atteindra ou dépassera 65 % du montant initial (hors TVA) du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant initial (hors TVA) du marché.

Il s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de révision de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

Son montant ne sera ni révisé, ni actualisé.

<b>ARTICLE 7. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS</b>
--

**7.1. Provenance des matériaux et produits**

La provenance des matériaux avant toute utilisation dans le cadre du projet devra être précisée par le titulaire et les caractéristiques (données chimiques et physiques notamment) communiquées au Maître d'Œuvre et Maître d'ouvrage pour validation avant remblaiement.

**7.2. Mise à disposition de carrière ou lieu d'emprunt**

Sans objet

**7.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Le CCTP fixe la qualité et les propriétés des matériaux de remblaiements des fouilles au regard des contraintes chimiques et structurelles. En cas d'alternatives proposées par l'entreprise, celles-ci devront impérativement être validées par le maître d'ouvrage et/ou son représentant.

**7.4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage**

Sans objet

**7.5. Traçabilité des déchets**

Sans objet

## **ARTICLE 8. IMPLANTATION DES OUVRAGES**

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le Maître d'Œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire.

### **8.1. Piquetage général**

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué contradictoirement, suivant le degré de précision indiqué au cahier des charges, dans les conditions suivantes :

Il est effectué par l'Entrepreneur, à ses frais, contradictoirement avec le Maître d'œuvre, suivant les dispositions du C.C.T.P.

### **8.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué contradictoirement avec le Maître d'œuvre qui aura convoqué les exploitants des ouvrages, et ce, en même temps que le piquetage général et suivant les dispositions du C.C.T.P.

Les dispositions du CCAG Travaux sont applicables.

### **8.3. Découvertes fortuites d'ouvrages souterrains, enterrés ou subaquatiques : clause de réexamen**

Dans le cas de découvertes fortuites d'ouvrages souterrains, enterrés ou subaquatiques, sensibles ou non sensibles, il sera fait application du bordereau de risque « travaux à proximité des réseaux » annexé à l'acte d'engagement, conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande publique.

## **ARTICLE 9. PREPARATION, COORDINATION ET EXUCATION DES TRAVAUX**

### **9.1. Période de préparation - programme d'exécution des travaux**

**Il est fixé une période de préparation de 2 mois maximum à compter de la date de la notification du marché. Selon le lancement effectif de l'OS correspondant, cette durée pourra être écourtée considérant que les travaux doivent impérativement démarrer le 1<sup>er</sup> septembre 2025 (ni avant, ni après).**

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence respective des parties contractantes :

**Par les soins du titulaire :**

- Etablissement et présentation au visa du Maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et sanitaires ainsi que des ouvrages provisoires prévus au 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 28-2 du C.C.A.G.-Travaux.
- Etablissement et remise au Maître d'Œuvre des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29.1 du C.C.A.G.-Travaux et au présent C.C.A.P.
- Réalisation de constats d'huissier contradictoires portants sur les mitoyens et environnants.
- Obtention des arrêtés de voirie et de circulation auprès des services techniques de la mairie.
- Etablissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.94 modifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Cas d'un marché unique (pas d'allotissement) : Le programme planning d'exécution des travaux est soumis au visa du Maître d'Œuvre 15 jours au plus tard à dater du lendemain de l'accusé de réception de l'Ordre de Service prescrivant le début de la période de préparation.

### **9.2. Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail**

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'Œuvre.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

La fourniture des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail est effectuée dans les conditions suivantes : cf. CCTP.

Le chantier pourra être arrêté aux torts exclusifs de l'entreprise si l'Entrepreneur commence l'exécution d'un ouvrage sans avoir reçu les documents nécessaires à cette exécution visés par le Maître d'œuvre.

### **9.3. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire doit respecter les dispositions des articles L 5212.1 et suivants du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **9.4. Organisation, sécurité et protection de la santé des chantiers**

#### **9.4.1 Facilités accordées au titulaire pour l'installation et l'entretien de chantier**

Sans objet.

#### **9.4.2 Installations à réaliser par le titulaire**

Les installations suivantes sont réalisées par le titulaire :

Toute installation de chantier (bureaux, salle de réunion, sanitaires, ...) telle que décrite et dans les conditions spécifiées au PGCSPS et au CCTP.

#### **9.4.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

##### **A) Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

##### **B) Autorité du coordonnateur S.P.S.**

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, l'ensevelissement, risques toxique majeur...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

##### **C) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.**

###### *1- Libre accès du coordonnateur S.P.S.*

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

###### *2- Obligations du titulaire*

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

### *3- Libre accès du représentant de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage et de la maîtrise d'œuvre*

Le représentant de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage ainsi que de la maîtrise d'œuvre a libre accès à toutes les parties du chantier, y compris zones de confinement de désamiantage.

### **D) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

### **E) Locaux pour le personnel**

Le projet des installations de chantier et sanitaires indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

#### **9.4.4 Signalisation des chantiers**

Selon dispositions du CCTP.

Les comptes rendus de réunions et visa du maître d'œuvre ne constituent pas des avenants et ne formalisent pas les décisions de poursuite.

## **ARTICLE 10. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX**

### **10.1. Essais et contrôles des travaux en cours de travaux**

#### **10.1.1 Essais et contrôles des travaux réalisés par l'Entreprise de Maintien de la stabilité des existants**

L'Entreprise procèdera au maintien de la stabilité des existants par une veille technique concernant la non apparition de désordres nouveaux ou une évolution des désordres existants susceptibles d'affecter la sécurité des biens et des personnes. De manière non exhaustive, l'Entreprise devra procéder à :

- ✓ Un constat d'huissier contradictoire avant/après travaux
- ✓ Un constat d'huissier contradictoire 1 an après la fin des travaux

#### **10.1.2 Essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages externes**

Ces essais et contrôles (notamment suivi stabilité/structures et environnemental) seront exécutés sur le chantier par un Organisme de contrôle choisi par le Maître d'Ouvrage. Ils auront lieu en cours et en fin de chantier. Ces frais seront à la charge du Maître d'Ouvrage pour les ouvrages ou parties d'ouvrage décrit au CCTP.

Par ailleurs, le Maître d'œuvre assurera un certain nombre de contrôles en phase d'exécution (BSD, matériaux de remblaiements, etc).

L'Entreprise devra permettre à tout moment aux différentes entreprises de réaliser ces travaux.

Ces contrôles et essais ne dispense aucunement le titulaire des contrôles internes dus au titre du marché et prescrits au CCTP.

#### **10.1.3 Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché**

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le Maître de l'ouvrage.

### **10.2. Réception**

Concernant la réception, les stipulations du C.C.A.G.-Travaux s'appliquent.

### **10.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Sans objet.

### **10.4. Documents fournis après exécution**

Les plans et autres documents conformes à l'exécution (voir détails dans le CCTP), à remettre par l'Entrepreneur au Maître d'Œuvre en 2 (deux) exemplaires, plus un exemplaire sur support informatique sont les suivants :

- les plans d'ensemble conformes à l'exécution,
- les plans des réseaux enterrés avec une précision de classe A,
  - les plans de détail de chaque point particulier,
- le bilan structures/stabilité des ouvrages,
- les bilans déchets/matériaux évacués/traités,
- les bilans matériaux mis en place,
- les plannings de travaux,

- Les analyses et mesures de toute sorte, dont mesures d'empoussièrement (si travaux de désamiantage)
- Les constats d'huissier contradictoires
- Le plan géomètre,

Et de manière générale toutes les informations permettant de constater l'effectivité de l'avancée des travaux, de leur bonne exécution, ainsi que ceux exigés au CCTP.

Tous les documents doivent être complets et indélébiles, établis d'une façon parfaitement lisible. Les plans et dessins doivent être entièrement cotés et dressés à une échelle suffisante pour une parfaite compréhension ; ils doivent porter les indications permettant une identification rapide et sûre de leur objet.

Les documents concernant des matériels étrangers doivent être entièrement libellés en français. Les plans et autres documents seront fournis et pliés au format A4 (21 x 29,7 mm).

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, ils doivent obligatoirement être remis au Maître d'œuvre au plus tard le jour fixé pour procéder aux opérations préalables à la réception.

La non-fourniture des documents prévus entraînera la non-prononciation de la réception par la personne responsable du marché.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

### **10.5. Délais de garantie**

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception prononcée sans réserves.

Pendant le délai de garantie, le titulaire est tenu à une obligation dite « obligation de parfait achèvement », au titre de laquelle il doit intervenir pour réparer les malfaçons ou désordres signalés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

### **10.6. Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire (ainsi que ses cotraitants) de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

- une assurance au titre de la responsabilité civile garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- une assurance au titre de la garantie décennale dans le cas de réalisation ou réhabilitation d'ouvrage ;
- une assurance au titre du risque d'« atteinte à l'environnement » d'un montant minimal de 500 000 euros.



Il est précisé que l'entrepreneur, ainsi que ses cotraitants et sous-traitants, devront produire une attestation originale de moins d'un an, certifiée et, le cas échéant, traduite, émanant d'une Compagnie d'Assurance ou d'une Mutuelle.

Dans le cadre du marché, le Titulaire supportera, à l'égard de l'ADEME, les conséquences pécuniaires de tous les dommages causés aux biens et aux personnes, y compris aux tiers, qui surviendraient à l'occasion ou à la suite des travaux :

- La réception ne met pas fin aux obligations qui ont pu naître entre les parties notamment s'agissant de la responsabilité encourue à l'égard des tiers du fait des dommages résultant de l'exécution du marché, que ces dommages soient déjà réalisés à la date de la réception ou qu'ils ne se révèlent que postérieurement à celle-ci ;

- Sauf cas de force majeure ou de faute lourde de l'ADEME, la responsabilité du Titulaire pourra être mise en cause dès lors que ces dommages présentent un lien avec les prestations qui lui ont été confiées dans le cadre du présent marché ;

Le titulaire s'engage à indemniser l'ADEME de la totalité du préjudice résultant pour elle des faits susvisés et à la garantir contre toute action ou réclamation qui pourrait être exercée contre elle ainsi que de toutes les condamnations qui pourrait être prononcées à son encontre.

### **10.7. Résiliation du marché**

Le marché pourra être résilié par le maître de l'ouvrage dans les cas prévus aux articles 50 à 52 du C.C.A.G.-Travaux et dans le respect des dispositions de l'article 53 de ce même C.C.A.G.-Travaux.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements administratifs ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 et D 8222-7 et 8 du code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le maître d'ouvrage peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 50.4 du C.C.A.G travaux.

En complément des dispositions du CCAG - Travaux, en cas d'application de l'article 5.3, le marché sera résilié. Le cas échéant, le marché sera soldé à hauteur des prestations effectivement réalisées et acceptées ; l'ADEME se libérera par paiement d'un éventuel solde à payer. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. La résiliation sera notifiée au titulaire par un courrier recommandé avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11. CONFIDENTIALITE**

### **11.1. Définitions**

- « Partie Emettrice » désigne la Partie qui communique ses informations confidentielles à l'autre Partie.
- « Partie Réceptrice » désigne la Partie qui reçoit les informations confidentielles de l'autre Partie.
- « Connaissances Antérieures » : désignent toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, et notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, secrets commerciaux, données, logiciels brevetés ou non, dossiers, plans, schémas, dessins, protocoles, formules, travaux de conception, systèmes, algorithmes, bases de données, et/ou tout autre type d'information, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non, et obtenues et/ou détenues par l'une des Parties avant la date de signature du marché ou générées postérieurement à son entrée en vigueur par les Parties indépendamment des travaux menés dans le cadre du marché et dont elle a droit de disposer.
- « Informations Confidentielles » : sont considérées comme confidentielles :
  - les Connaissances Antérieures de chacune des Parties, sous réserve de l'application des termes de l'article 14.1 ci-après relativement aux Connaissances Antérieures du titulaire ;
  - les Informations de toute nature, qu'elles soient orales ou écrites, quels que soient leur forme et le support utilisé, communiquées directement ou indirectement par l'une des Parties à l'autre dès lors que leur caractère confidentiel a été mentionné par écrit avec la mention « Confidentiel » - les données à caractère personnel mentionnées en 14.5 ci-dessous et traitées dans le cadre du présent marché.
- « Informations Publiques » : sont considérées comme publiques toutes informations figurant dans un document administratif achevé, au sens des dispositions des articles L. 300-2, L. 311-1 et L. 311-2 du Code des relations entre le public et l'administration (CRPA) tels que modifiés par la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016, qui peuvent être communiquées par toute administration mentionnée à l'article L. 300-2 du CRPA, via une publication en ligne ou une communication sur demande, sous réserve des droits de propriété littéraire et artistique. Les Informations Publiques ne concernent pas les documents administratifs non communicables tels que définis et mentionnés aux articles L. 311-5 et L. 311-6 du CRPA.

### **11.2. Obligation de confidentialité**

Chacune des Parties s'engage à garder strictement confidentielles les Informations identifiées comme telles appartenant à l'autre Partie, dont elle a eu connaissance à l'occasion du présent marché et à ne les utiliser que dans le cadre de l'exécution du marché. Cette obligation s'applique au personnel de chacune des Parties affectée au marché.

La Partie Réceptrice s'engage à respecter le caractère confidentiel de ces Informations et s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver le caractère confidentiel des Informations Confidentielles de l'autre Partie. Ces mesures ne pourront pas être inférieures à celles prises par cette Partie pour la protection de ses propres Informations Confidentielles ;
- ne communiquer les Informations Confidentielles de l'autre Partie qu'aux membres de son personnel ayant besoin d'en connaître, et après l'avoir informé du caractère confidentiel de ces informations ;

- ne les utiliser dans un cadre autre que celui de l'exécution du marché, qu'après accord préalable de la Partie Emettrice ;
- ne pas les communiquer à un tiers, y compris ses éventuels propres sous-traitants, directement ou indirectement, sans l'accord préalable de la Partie Emettrice ;
- ne pas les reproduire, les copier, Partiellement ou en totalité sous quelque forme que ce soit sans l'accord préalable de la Partie Emettrice ;
- en ce qui concerne les Informations Confidentielles transmises par la Partie Emettrice, la Partie Réceptrice devra lui renvoyer en totalité ou les détruire à la simple demande et au plus tard au terme du présent marché.

Il est expressément convenu entre les Parties que la Partie Réceptrice ne saurait en aucun cas se prévaloir sur la base des Informations Confidentielles communiquées par la Partie Emettrice, d'un quelconque droit de licence ou d'un quelconque droit d'auteur selon la définition du Code de la propriété intellectuelle sauf clause contraire du présent marché.

Toute information ne portant pas la mention « Confidentiel » sera considérée comme non confidentielle et sera traitée par l'ADEME comme Information Publique.

L'engagement de confidentialité, objet du présent article est valable pendant toute la durée du marché et pendant une période de cinq (5) ans à compter de son expiration ou de sa résiliation anticipée.

### **11.3. Exception à l'obligation de confidentialité**

Les engagements ci-dessus ne s'appliqueront toutefois pas aux informations pour lesquelles la Partie Réceptrice pourra prouver par écrit qu'elles :

étaient accessibles au public au moment de leur communication ou qu'elles le sont devenues par la suite sans qu'il y ait faute ou négligence de sa part,

- étaient déjà en sa possession antérieurement à leur communication,
- lui ont été communiquées de bonne foi par un tiers non soumis à une obligation de confidentialité similaire,
- relèvent de la catégorie des Informations Publiques telles que définies ci-dessus. Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des dispositions du Livre III du Code des relations entre le public et l'administration relatif à l'accès aux documents administratifs et la réutilisation des informations publiques, et autorise ce faisant l'ADEME à communiquer sur demande ou à publier, le cas échéant, les Informations Publiques conformément aux modalités prévues par la loi.

## **ARTICLE 12. MODIFICATIONS DU MARCHÉ**

Les Parties conviennent expressément que le présent marché pourra être modifié pour augmenter les quantités initialement prévues ou encore pour y intégrer nouvellement des prestations et leurs lignes de prix correspondantes dans les cas ci-après listés, lesquels constituent des clauses de réexamen ou d'options au sens de l'article R2194-1 du code de la commande publique, dont la mise en œuvre n'implique aucune remise en concurrence.

Le montant des options prévues aux articles 12.1.1 et 12.1.2 ne peut pas excéder le seuil global de 20 % du montant maximum initial ou du montant forfaitaire initial du marché. Pour les marchés comprenant des prestations à prix unitaires et des prestations à prix forfaitaires, ce seuil s'applique au montant global du marché. Les modifications successives engagées sur le fondement de chacune de ces clauses doivent être comptabilisées de manière cumulée pour vérifier que ce seuil de % susvisé du montant initial du marché ne soit pas dépassé.

Ces clauses de réexamen sont mises en œuvre de manière indépendante les unes des autres et peuvent se cumuler le cas échéant.

Le montant de ces clauses d'option a été pris en considération dans la valeur estimée du marché ayant déterminé la procédure de passation applicable.

### **12.1. L'augmentation des quantités initialement convenues de prestations déjà prévues par le marché**

#### **12.1.1 Hypothèse de modification**

S'il comporte des prix unitaires, le marché pourra être modifié pour augmenter les quantités initialement convenues par le marché pour des prestations déjà prévues et dont les lignes de prix sont déjà définies.

Si le marché comporte des prix forfaitaires, ainsi que le rappelle l'article 2.1 de l'Acte d'Engagement du présent marché, le titulaire n'aura pas droit à augmentation de ces prix si les aléas rencontrés, et notamment les augmentations de quantités nécessaires, ne bouleversent pas l'économie initiale du marché.

### **12.1.2 Modalités de décision de l'augmentation des quantités initialement prévues**

Les augmentations de quantité sont décidées selon les modalités suivantes.

(i) Lorsque le montant maximum initial du marché tel que défini à l'article 2.1 de l'Acte d'Engagement risque d'être atteint, le titulaire en informe l'ADEME au moins cinq (5) jours calendaires avant la date probable à laquelle ce montant sera atteint, en précisant cette date.

Le titulaire ne peut pas poursuivre les prestations ou les travaux au-delà du montant maximum initial fixé par le marché sans une décision expresse de l'ADEME l'y autorisant, notifiée par le biais d'un ordre de service valant décision de poursuivre. A défaut d'une telle décision, le titulaire ne pourra pas prétendre au paiement des prestations effectuées au-delà du montant maximum initial du marché.

Lorsque le titulaire a effectué cet avertissement préalable dans le délai qui lui est imparti, l'ADEME doit lui notifier par le biais d'un ordre de service, au moins trois (3) jours calendaires avant la date probable à laquelle le montant maximum initial du marché sera atteint, sa décision selon laquelle :

- ▶ soit les prestations doivent s'interrompre à la date à laquelle le montant maximum initial du marché sera atteint,
- ▶ soit les prestations peuvent se poursuivre jusqu'à un seuil qui peut aller jusqu'à la limite visée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 12.

L'ADEME peut en outre à tout moment notifier au titulaire par le biais d'un ordre de service la poursuite de l'exécution des prestations au-delà du montant maximum initial.

(ii) Lorsque le montant maximum initial du marché augmenté du seuil d'autorisation de dépassement fixé par l'ADEME dans l'ordre de service est atteint, le titulaire doit cesser l'exécution des prestations et en avertir l'ADEME cinq (5) jours calendaires avant la date à laquelle ce montant augmenté sera atteint.

Le titulaire ne peut pas poursuivre les prestations au-delà sans une décision expresse de l'ADEME l'y autorisant, notifiée par le biais d'un ordre de service valant décision de poursuivre.

L'ADEME peut en outre à tout moment notifier au titulaire par le biais d'un ordre de service la poursuite de l'exécution des prestations au-delà d'un seuil intermédiaire qu'elle aura fixé.

(iii) Au-delà de la limite visée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 12, aucun dépassement des quantités initiales ne peut intervenir sans l'accord préalable expresse de l'ADEME, à condition que cette nouvelle modification respecte les conditions posées par les articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique. Si tel est le cas, l'ADEME peut notifier un nouveau dépassement des quantités des prestations par le biais d'un avenant.

## **12.2. L'intégration au marché de nouvelles prestations**

### **12.2.1 Hypothèses de modification**

Le marché pourra être modifié pour intégrer de nouvelles prestations dont les prix n'ont pas été fixés par le marché initial dans les cas suivants :

- En cas de découverte fortuite de réseaux ou ouvrages souterrains, enterrés ou subaquatiques  
(cf. article 8.3 du présent CCAP).
- Si, malgré les études préalables effectuées, de nouvelles catégories de pollution ou de nouvelles catégories de déchets, dont les modalités de traitement sont différentes de celles déjà prévues par le marché, sont identifiées sur site en cours d'exécution des prestations ;
- Dans le cas où l'avis de l'inspection du travail ou un constat réalisé à l'occasion des travaux imposerait l'intervention du titulaire sous un régime de réglementation plus contraignant, notamment dans l'hypothèse où la présence d'amiante exigerait une intervention dans le cadre réglementaire prévu par dispositions de la sous-section 3 du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante au lieu d'une intervention soumise aux dispositions de la sous-section 4 ;
- En cas de modification des missions confiées par arrêté préfectoral à l'ADEME ;
- En cas d'identification, en cours d'exécution du marché, de contraintes ou de risques de nature géologique, hydrogéologique, pyrotechnique ou archéologique qui n'ont pas pu être identifiés préalablement ou en cas d'informations nouvelles sur les activités antérieurement exercées sur le site qui n'ont pas pu être obtenues avant la passation du marché et qui impliquent la mise en œuvre de prestations nouvelles ou selon une méthodologie différente de celle initialement prévue ;
- En cas de danger grave et imminent pour les personnes, les biens ou l'environnement nécessitant l'exécution de prestations qui n'auraient pas été prévues initialement, et notamment s'agissant de la mise en sécurité du chantier et/ou des matières ou matériaux pollués, en conséquence d'actes de vandalisme ou de malveillance constatés en cours d'exécution du marché ou encore en raison de découvertes nouvelles sur site que les études préalables réalisées par l'ADEME n'auront pas permis d'identifier. Le titulaire doit exécuter la mise en sécurité sollicitée dès réception de l'ordre de service la prescrivant.

### **12.2.2 Modalités d'intégration au marché des nouvelles prestations**

Ces prestations nouvelles sont intégrées au marché selon les modalités ci-après décrites.

Ces modalités d'intégration des nouvelles prestations s'appliquent dans la limite visée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 12. Au-delà, de nouvelles prestations peuvent être intégrées au marché à condition que cette modification respecte les conditions posées par les articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique qu'elle soit actée entre les Parties par le biais d'un avenant.

Les prix nouveaux des prestations supplémentaires peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires. Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix.

Pour déterminer ces prix nouveaux, lorsque de nouvelles prestations impliquées par les hypothèses listées au 12.2.1 sont identifiées, le titulaire doit proposer à l'ADEME les prix à appliquer à ces nouvelles prestations dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la réception de la demande de chiffrage que l'ADEME lui notifie par le biais d'un ordre de service.

(i) Si le titulaire propose des prix nouveaux qui sont acceptés par l'ADEME, celle-ci les notifie au titulaire par ordre de service. Ces prix nouveaux sont réputés définitivement intégrés au marché et le titulaire ne peut plus les contester.

(ii) Si le titulaire propose des prix nouveaux avec lesquels l'ADEME est en désaccord, l'ADEME arrête unilatéralement les prix nouveaux qu'elle accepte d'appliquer aux prestations nouvelles, par référence aux sous-détails de prix unitaires ou forfaitaires déjà prévus par le marché ou par assimilation aux travaux les plus analogues ou en tenant compte des pratiques du secteur concerné, et les notifie au titulaire par ordre de service.

Si le titulaire ne présente aucune observation ou réserve à cet ordre de service dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de sa réception, ces prix nouveaux sont réputés définitivement intégrés au marché et le titulaire ne peut plus les contester.

Si le titulaire adresse à l'ADEME des observations et des réserves à l'application de ces prix nouveaux dans le délai de cinq (5) jours calendaires précédemment évoqué, les prix nouveaux déterminés par l'ADEME sont appliqués aux règlements partiels du marché mais ils demeurent provisoires et le titulaire pourra les contester selon les modalités prévues par le marché, notamment son article 13 (différends et litiges), étant précisé que la date de naissance du différend est la date de réception des observations et réserves du titulaire. Le titulaire est tenu de se conformer à l'ordre de service émis par l'ADEME et d'assurer l'exécution des prestations.

(iii) Si le titulaire ne propose pas de prix nouveaux dans le délai qui lui est imparti pour ce faire, l'ADEME arrête unilatéralement les prix nouveaux par référence aux prix unitaires ou forfaitaires déjà prévus par le marché ou par assimilation aux prestations les plus analogues ou en tenant compte des pratiques du secteur concerné. Ces prix nouveaux sont notifiés par ordre de service par l'ADEME au titulaire, ils sont réputés définitifs et le titulaire ne peut plus les contester. Le titulaire est tenu de se conformer à l'ordre de service émis par l'ADEME et d'assurer l'exécution des prestations.

<b>ARTICLE 13. DIFFERENDS ET LITIGES / LEGISLATION APPLICABLE/RGPD/PUBLICATION DES DONNEES ESSENTIELLES</b>
---

a. En cas de différend, le titulaire doit adresser à l'ADEME par tout moyen donnant date certaine à sa réception une réclamation préalable dans un délai d'un (1) mois à compter de la date d'apparition du différend, sans quoi il est forclo à introduire toute action intéressant ce différend. Cette réclamation préalable doit exposer avec précision les motifs ayant conduit au différend et le chiffrage des sommes que le titulaire estime lui être dues.

A défaut de réponse à cette réclamation préalable dans un délai d'un (1) mois à compter de sa réception, l'ADEME est réputée avoir rejeté la demande du titulaire. Celui-ci dispose alors d'un délai de deux (2) mois pour saisir le tribunal administratif de Bordeaux une éventuelle requête contestant le refus opposé à sa réclamation.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent marché, les Parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation pendant le temps d'instruction de la réclamation préalable. Si le temps de négociation le nécessite, elles pourront s'accorder pour prolonger le délai de recours ouvert contre le rejet implicite de l'ADEME qui pourrait être né, par un accord écrit signé par elles. Elles pourront recourir, le cas échéant, à un expert choisi d'un commun accord.

b. De manière générale, tous les recours inhérents à la passation ou à l'exécution du présent contrat, devront être exercés devant le tribunal administratif de Bordeaux.

c. Le présent marché est soumis à la loi française.

d. Protection des données à caractère personnel

Les données personnelles s'entendent des informations se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable de façon directe ou indirecte.

Les Parties s'engagent à respecter des obligations spécifiques en matière de sécurité, de confidentialité et de respect des règles relatives à la protection des données personnelles. Elles pourront notamment mettre en œuvre des mécanismes et des procédures internes spécifiques et veiller à respecter l'obligation de conseil auprès du responsable de traitement pour assurer la conformité à certaines obligations du Règlement européen sur la protection des données personnelles.



## **ARTICLE 14. CESSION DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **14.1. Périmètre de la cession**

Les "résultats de l'exécution du présent marché", dénommés ci-après « les Résultats » et auxquels il est fait référence dans le présent article, s'entendent de tous les éléments, matériels ou immatériels, quel que soit le support, de calcul, de résultat, de conception, de création et/ou d'invention résultant de l'exécution du présent marché, réalisés pour le compte de l'ADEME dans le cadre de l'exécution du présent marché, y compris les travaux, projets, calculs, résultats, schémas, graphiques, guides, présentations, informations, logiciels, bases de données, données, signes distinctifs, esquisses, croquis, dessins, modèles, illustrations et documents de toute nature, qu'ils soient ou non l'objet de droits de propriété intellectuelle.

Le présent marché emporte cession du titulaire à l'ADEME, à titre exclusif, de tous les droits de propriété intellectuelle, y compris ceux de propriété littéraire et artistique ou droit d'auteur, de brevet, de dessins et modèles, de marque et autres signes distinctifs, sur tous les Résultats y compris ceux couverts par le savoir-faire ou le secret des affaires découlant de l'exécution du présent marché ayant un caractère protégeable, au fur et à mesure de leur conception, création, invention et/ou réalisation et/ou livraison, ce qui est expressément consenti et accepté respectivement par les Parties.

Le présent marché n'emporte pas transfert des droits afférents aux Connaissances Antérieures. L'ADEME, le titulaire et les tiers restent titulaires chacun en ce qui le concerne des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute nature portant sur les Connaissances Antérieures.

L'ADEME concède au titulaire, à titre non exclusif et jusqu'au terme du présent marché, un droit d'usage par celui-ci des Connaissances Antérieures de l'ADEME nécessaires à la réalisation de la prestation objet du marché.

Le titulaire concède à titre non exclusif à l'ADEME le droit d'utiliser de façon temporaire ou permanente, en tout ou Partie, par tout moyen et sous toutes formes les Connaissances Antérieures strictement nécessaires pour utiliser les Résultats et pour les besoins découlant de l'objet du marché. Ce droit comprend le droit de reproduire, de dupliquer, de changer, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de représenter les Connaissances Antérieures. La concession des droits sur les Connaissances Antérieures est comprise dans le prix du marché. Les droits sont concédés pour la durée des droits d'utilisation portant sur les Résultats.

La cession des droits de propriété intellectuelle mentionnée au 2ème alinéa ci-dessus est expressément consentie et acceptée respectivement par les Parties pour le monde entier et pour les durées légales de protection.

La cession mentionnée aux paragraphes précédents comprend l'ensemble des droits d'exploitation et notamment les droits de reproduction, de représentation, de diffusion, de communication, de publication, d'exposition, de mise en consultation, d'utilisation, de mise en circulation, de location, de commercialisation, de traduction, d'adaptation, de modification, de mise à jour et d'exploitation dérivée, directe ou indirecte, par l'ADEME ou par des tiers avec l'autorisation de l'ADEME, des œuvres contenues dans les Résultats de l'exécution du présent marché ainsi que de leurs traductions, adaptations et modifications, prises en intégralité ou par extraits, pour une utilisation séparée ou dans un ensemble, sur tous supports et par tous moyens et médias, connus ou inconnus à ce jour, dans toutes les définitions, en tous formats, en toutes langues, dans tous les circuits et réseaux, en tous pays, auprès de tous publics, ce qui est expressément consenti et accepté respectivement par les Parties.

Tous les droits précisés au paragraphe précédent dans leur nature et leur étendue sont présentement cédés pour une exploitation commerciale ou non, publicitaire ou non, promotionnelle ou non, à titre onéreux ou gratuit, publique ou privée, ce qui est expressément consenti et accepté respectivement par les Parties.

L'ADEME aura toute liberté pour concéder à des tiers, dans tous pays et pour toutes langues, par voie de cession ou de licence, les droits qui lui sont conférés aux présentes dans les termes et les conditions qui lui sembleront les plus adaptées.

Le titulaire cède également à l'ADEME, qui accepte, tous les droits de poursuite, notamment judiciaire, pour des faits de contrefaçon antérieurs à la date de la présente cession. En conséquence, l'ADEME se trouve dès la date de prise d'effet du marché, et par le seul effet des présentes, subrogée dans tous les droits, actions et privilèges du titulaire, issus de tous les droits de propriété intellectuelle, y compris ceux de propriété littéraire et artistique ou droit d'auteur, de brevet, de marque et autres signes distinctifs, présentement cédés par le titulaire à l'ADEME, tels que prévus par les législations nationale et communautaire ainsi que par les conventions bilatérales et internationales, actuelles ou futures.

Enfin, le titulaire s'engage, à compter de la date de cession des droits, à ne pas concéder de licence, utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les Résultats cédés.

Par exception et dans l'hypothèse de l'exploitation commerciale de tout ou Partie des Résultats par le titulaire, seuls ou incorporés dans des produits ou services, ou en cas de concession totale ou partielle de droits d'exploitation portant sur les Résultats, le titulaire verserait à l'ADEME une redevance.

Le titulaire autorise expressément par les présentes l'ADEME, qui accepte, à utiliser elle-même ou à autoriser des tiers à utiliser les Résultats de l'exécution du présent marché ne pouvant donner lieu à aucune protection, dans les mêmes conditions que ceux bénéficiant d'une protection.

#### **14.2. Garantie de jouissance paisible**

Le titulaire garantit à l'ADEME la jouissance paisible, entière et libre de toute servitude, des droits cédés contre tous troubles, revendications et/ou évictions quelconques.

Le titulaire déclare notamment que les Résultats sont entièrement originaux et ne contiennent aucun emprunt à une autre œuvre de quelque nature que ce soit, qui serait susceptible d'engager la responsabilité de l'ADEME. Il garantit à l'ADEME qu'il n'a concédé sur les Résultats aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d'un tiers.

Il garantit à l'ADEME que les résultats de l'exécution du présent marché ne contiennent rien qui puisse tomber sous le coup des lois et autres dispositions relatives à la diffamation et l'injure, à la vie privée et au droit de la personnalité, à l'atteinte aux bonnes mœurs ou à la contrefaçon - concurrence déloyale - parasitisme, et de manière générale toute atteinte à des droits de tiers.

En conséquence, le titulaire s'engage à garantir l'ADEME de l'ensemble des dommages et intérêts prononcés à l'encontre de l'ADEME et des frais exposés par l'ADEME en défense contre toute action intentée par des tiers en violation de droits de propriété intellectuelle suite à l'utilisation ou exploitation desdits Résultats par l'ADEME. Par ailleurs, le titulaire s'engage à coopérer et à apporter son assistance à l'ADEME en cas de procès, réclamation ou poursuite intenté par tout tiers à l'encontre de l'ADEME dans les cas de violation de droits précités.

### **14.3. Rémunération de la cession**

Etant donné que les prix versés par l'ADEME au titulaire au titre du présent marché englobent déjà une rémunération forfaitaire pour la cession desdits droits, il est rappelé qu'il a été expressément convenu entre les Parties que le titulaire ne recevra aucune rémunération supplémentaire de l'ADEME au titre de la cession de l'ensemble des droits, consentie et acceptée à l'article 15.1. - ci-dessus, sur les Résultats découlant de l'exécution du présent marché.

### **14.4. Protection des Résultats**

L'ADEME décidera seule de l'opportunité et de la nature des mesures de protection à prendre sur les Résultats de l'exécution du présent marché et se réserve le droit de faire enregistrer à son nom tout nom de domaine, brevet, dessin ou modèle ou marque sur des inventions, créations de forme ou signes distinctifs résultant de l'exécution du présent marché, pour une utilisation par elle-même ou ses licenciés, ou par des tiers 'autorisés, ce à quoi le titulaire consent expressément.

### **14.5. Protection des données à caractère personnel**

Les données personnelles s'entendent des informations se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable de façon directe ou indirecte.

Les Parties s'engagent à respecter des obligations spécifiques en matière de sécurité, de confidentialité et de respect des règles relatives à la protection des données personnelles. Elles pourront notamment mettre en œuvre des mécanismes et des procédures internes spécifiques et veiller à respecter l'obligation de conseil auprès du responsable de traitement pour assurer la conformité à certaines obligations du Règlement européen sur la protection des données personnelles.

## **ARTICLE 15. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'ARTICLE 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. Travaux

L'ARTICLE 12 déroge à l'article 14 du C.C.A.G. Travaux

## **ARTICLE 16. PUBLICATIONS DES DONNEES ESSENTIELLES**

L'ADEME est tenue d'une obligation de publier les données considérées comme essentielles dans le cadre du présent marché et conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 sur les données essentielles dans la commande publique.

